

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'ÉDITO :

Chers lecteurs,

Dans l'édition de février 2025 de l'Echo des Sanctions, nous faisons le point sur les évolutions de janvier.

Le retour de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis a entraîné plusieurs rebondissements, dont la **réintroduction de Cuba sur la liste des États finançant le terrorisme**. En Colombie, après un refus initial des expulsions, un accord a conduit à la suspension des sanctions douanières et des restrictions de visas.

Scott Bessent, nouveau secrétaire au Trésor, annonce une position économique ferme contre la Chine avec des tarifs douaniers progressifs pour faire pression sur les partenaires commerciaux, tout en cherchant à limiter la dépendance aux chaînes d'approvisionnement chinoises. Cette politique se durcit aussi envers la Russie et l'Iran. Les sanctions s'étendent au **cyberespace** et l'Union européenne prépare son **16^e paquet de sanctions**, incluant des secteurs comme les jeux vidéo, l'aluminium et l'énergie.

Merci de votre fidélité à l'Echo des Sanctions. Nous espérons que ce bulletin vous sera utile. N'hésitez pas à partager vos commentaires pour nous aider à améliorer cette newsletter.



COLINE FORTUNA [in](#) & **ADRIEN TOUZET** [in](#)

Rédacteurs de cette veille pour le **Club Droit de l'AEGE**.

Étudiants à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique) & MBA RSIC (Risques Sureté Internationale et Cybersécurité).

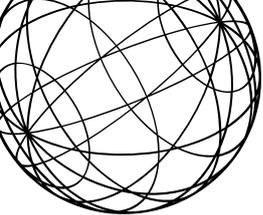


NOUVELLES MESURES ENVISAGÉES PAR L'UE POUR LE 16E PAQUET DE SANCTIONS ENVERS LA RUSSIE - 29/01/25

- Selon Kaja Kallas, Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, les discussions entre États membres portent sur l'interdiction d'exportation de produits chimiques utilisés par l'industrie militaire russe, ainsi que de composants électroniques, y compris des consoles de jeux, soupçonnées d'être détournées pour le pilotage de drones. Des sanctions supplémentaires dans le secteur de l'énergie sont également à l'étude.

[Lien vers l'article de reuters.](#)

[Lien vers l'article du Financial Times.](#)



FÉVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'UE RENOUVELLE LES SANCTIONS ENVERS LA RUSSIE - 27/01/25

- Le Conseil de l'UE a renouvelé les sanctions économiques à l'encontre de la Russie pour une durée de six mois. Les sanctions, qui devaient expirer le 31 janvier 2025, ont été prolongées jusqu'au 31 juillet 2025.
- Introduites pour la première fois en 2014, les sanctions économiques ont été considérablement renforcées depuis février 2022.
- L'annonce fait suite à des spéculations selon lesquelles la Hongrie opposerait son veto au renouvellement, qui nécessitait l'approbation unanime des États membres de l'UE.

[Lien vers le communiqué de presse du conseil de l'UE.](#)



ESCALADE TENSIONS COMMERCIALES USA/COLOMBIE - 27/01/25

- Le Président Trump a annoncé des sanctions économiques et des restrictions contre la Colombie en réponse au refus d'accueillir des vols de d'expulsion.
- Trump annonce des tarifs douaniers de 25% menaçant de doubler.
- Un accord récent a suspendu ces mesures, mais les impacts sur les relations commerciales restent à surveiller.

[Lien vers le site du département américain.](#)

[Lien vers l'article.](#)



Image credit: Getty/Shutterstock

DEEPSEEK, LIMITE DES SANCTIONS ? - 24/01/25

- Malgré les sanctions américaines limitant l'accès de la Chine aux puces AI de pointe, DeepSeek a développé des modèles open-source qui misent sur l'efficacité des ressources.
- Leur modèle R1 rivalise avec les performances des leaders du marché tout en étant plus abordable.
- DeepSeek montre comment les restrictions peuvent parfois favoriser la créativité et accélérer les avancées technologiques.

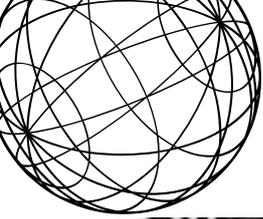
[Lien vers l'article de presse du MIT Technology.](#)



LES ÉTATS-UNIS SUSPENDENT PUIS RÉTABLISSENT LA DÉSIGNATION DE CUBA COMME ÉTAT FINANCEMENT DU TERRORISME - 20/01/25

- 14 janvier 2025 : Le président Biden a levé certaines mesures restrictives, retirant Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme (SST). Cela incluait l'abrogation de certaines dispositions de la Loi Helms-Burton et la suppression de la Cuba Restricted List.
- Cuba a annoncé la libération de plus de 550 prisonniers politiques, un geste salué comme une amélioration des conditions humanitaires.
- Dès son investiture, le président Trump a inversé les décisions de Biden, réintégrant Cuba dans la liste SST. Cela pourrait signaler une nouvelle série de retournements de politique concernant Cuba sous Trump.

[Lien vers l'Executive Order signé par Trump lors de son investiture.](#)



FÉVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'UE SANCTIONNE TROIS OFFICIERS RUSSES POUR CYBERATTAQUES CONTRE L'ESTONIE - 27/01/2025

- Trois membres de l'unité GRU 29155 de la Russie sont sanctionnés par l'UE pour avoir mené des cyberattaques contre l'Estonie en 2020.
- Ces attaques ont permis de voler des données sensibles dans plusieurs ministères, compromettant ainsi la sécurité du pays.
- Les sanctions comprennent un gel des avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE.

[Lien vers le communiqué de presse.](#) & [Lien vers la décision du conseil.](#)



HAAS AUTOMATION CONDAMNÉE A PLUS DE 2,5 MILLIONS DE \$ POUR VIOLATION DU CONTROLE DES EXPORTATIONS US - 17/01/25

- Haas Automation a été condamnée à une amende de plus de 2,5 millions de dollars après avoir expédié illégalement des pièces de machines CNC à des entités russes et chinoises liées aux secteurs de la défense.
- 41 violations des règlements d'administration des exportations (EAR) impliquant des ventes à des parties figurant sur la liste des entités en Chine et en Russie sans l'autorisation du BIS.

[Lien vers l'article du BIS.](#)



SANCTIONS SUR UN RÉSEAU DE TRAVAILLEURS IT FINANÇANT LES PROGRAMMES D'ARMEMENT NORD-CORÉENS - 16/01/25

- L'OFAC sanctionne deux individus et quatre entités liées à un réseau de travailleurs IT nord-coréens qui génèrent des revenus pour financer les programmes d'armement illégaux de la Corée du Nord, y compris les armes de destruction massive et les missiles balistiques.
- Ces travailleurs, opérant sous des alias, sont déployés à travers le monde pour réaliser des projets informatiques, envoyant jusqu'à 90% de leurs revenus à la Corée du Nord.
- Les sanctions visent des entités et des responsables impliqués dans ce système, ainsi qu'une entreprise chinoise fournissant des équipements.

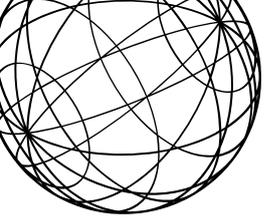
[Lien vers l'article du département du trésor américain.](#)



NOUVELLES SANCTIONS AMERICAINES CONTRE LE SECTEUR ENERGETIQUE RUSSE - 10/01/25

- Le 10 janvier 2025, les États-Unis ont annoncé des sanctions contre l'énergie russe, ciblant des entreprises pétrolières comme Gazprom Neft et 183 navires exportant du pétrole.
- Ces sanctions ciblent également les filiales de Gazprom Neft y compris NIS AD Novi Sad en Serbie. Ces mesures poussent la Serbie à envisager un retrait total des intérêts russes dans NIS.
- Ces mesures visent à affaiblir l'économie russe et à réduire ses capacités militaires en Ukraine. Une interdiction des services pétroliers américains entrera en vigueur le 27 février.

[Lien vers l'article du département du Trésor Américain.](#) & [Liste SDN : NIS AD Novi Sad \(Serbie\).](#)



FÉVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



UK, LES REVENUS DES ACTIFS SANCTIONNÉS UTILISÉS POUR AIDER L'UKRAINE - 24/01/25

- La loi sur l'assistance financière à l'ukraine de 2025 est entrée en vigueur au Royaume-Uni le 16 janvier 2025. Elle permet au gouvernement britannique de transférer des fonds issus des actifs russes sanctionnés dans le cadre de l'initiative des Extraordinary Revenue Acceleration Loans for Ukraine lancée par le G7 en juin 2024, visant à financer l'Ukraine.

[Lien vers la législation UK d'aide financière à l'Ukraine.](#)



STRABAG CONDAMNÉE À PAYER 2,04 MILLIARDS D'EUROS À RASPERIA EN RUSSIE - 20/01/25

- Un tribunal russe ordonne à STRABAG SE et à ses actionnaires autrichiens de payer 2,04 milliards d'euros à Rasperia Trading Limited, avec l'exécution du jugement contre la filiale russe de Raiffeisen Bank International (RBI).
- Le verdict fait suite à un litige concernant l'achat de parts de STRABAG par RBI, alors que la société Rasperia, liée à Oleg Deripaska et sanctionnée par l'UE, conteste la vente abandonnée en raison des restrictions internationales.

[Lien vers l'article de Raiffeisen Bank International.](#)



LA BANQUE CENTRALE SYRIENNE GÈLE LES COMPTES DES COLLABORATEURS DE L'EX-RÉGIME ASSAD - 22/01/25

- La Banque centrale de Syrie a annoncé le gel de tous les comptes bancaires liés aux anciens collaborateurs du régime d'Assad, suite à sa chute en décembre 2024.
- Cette décision inclut les comptes du Katerji Group, une entreprise d'investissement soupçonnée de liens avec le régime. Les activités bancaires de ces comptes sont désormais suspendues, nécessitant une approbation préalable pour toute opération.

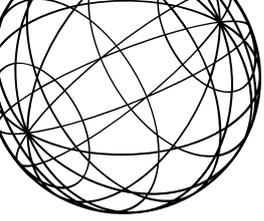
[Lien vers l'article de Reuters.](#)



BANQUE KIRGHIZE INTERMEDIAIRE SANCTIONNEE - 15/01/2025

- Les États-Unis ciblent un réseau russo-chinois facilitant des paiements clandestins pour des biens sensibles via des plateformes de compensation régionales.
- La banque Keremet au Kirghizistan est désignée pour son rôle dans les transferts transfrontaliers impliquant des banques russes sanctionnées.
- Des sanctions secondaires sont étendues à des entités financières, énergétiques et militaires pour limiter les revenus et les capacités militaires de la Russie.

[Lien vers l'article du département du Trésor US.](#)



FÉVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LE JAPON RENFORCE SES SANCTIONS ENVERS LA RUSSIE - 10/01/25

- Le Japon sanctionne 11 individus, 29 entités et 3 banques russes, gelant leurs avoirs dès janvier et février 2025, pour soutenir les sanctions contre la Russie liée à la guerre en Ukraine.
- Il étend les interdictions d'exportation à des entités russes, chinoises, et d'autres pays.
- De nouveaux produits industriels et substances chimiques sont également soumis à des contrôles stricts.

[Lien vers le site du Ministère des Affaires étrangères de Japon.](#)
[Mesures actuellement en vigueur \(au 10 janvier 2025\).](#)



LES ETATS UNIS ELARGISSENT LEURS SANCTIONS ENVERS LES BALKANS - 08/01/25

- Les États-Unis ont amendé le décret E.O. 14033 pour intensifier les sanctions dans les Balkans, ciblant davantage d'acteurs politiques et économiques. Les nouvelles mesures touchent les responsables publics, leurs familles et les entités impliquées dans la corruption ou menaçant la stabilité régionale, avec des restrictions étendues sur leurs biens.

[Lien vers le décret relatif à l'adoption de mesures supplémentaires concernant la situation dans les Balkans occidentaux](#)



BANGKOK, HUB RUSSE POUR CONTOURNER LES SANCTIONS

- 07 /01/25

- Face aux sanctions occidentales, des entreprises russes utilisent la Thaïlande comme plaque tournante commerciale. Cette situation inquiète les États-Unis, qui ciblent déjà des sociétés thaïlandaises collaborant avec la Russie.
- Les autorités américaines renforcent la surveillance pour limiter ces contournements, accentuant la pression sur les réseaux économiques russo-thaïlandais.

[Lien vers l'article de intelligence online du mardi 07 janvier 2025.](#)

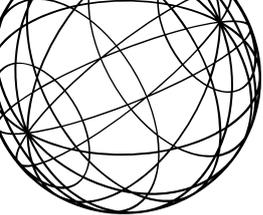


LE TRÉSOR AMÉRICAIN SANCTIONNE LA YEMEN KUWAIT BANK

- 17 /01/25

- Le Trésor américain sanctionne la Yemen Kuwait Bank pour son soutien financier aux Houthis, désignés comme organisation terroriste.
- Ces sanctions visent à perturber les flux monétaires facilitant leurs attaques régionales.

[Lien vers le site du Trésor Américain.](#)



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS CONTRE UN ACTEUR CHINOIS LIÉ AUX CYBERATTAQUES CONTRE LES ÉTATS-UNIS - 17 /01/25

- L'OFAC sanctionne Yin Kecheng, un cyberacteur chinois impliqué dans la compromission du réseau du Département du Trésor, et Sichuan Juxinhe, société liée au groupe de hackers Salt Typhoon responsable de l'intrusion dans les réseaux d'entreprises américaines de télécommunications.

[Lien vers l'article du trésor américain.](#)



LES ÉTATS-UNIS ÉTENDENT LEUR INTERDICTION D'IMPORTATION À 37 ENTREPRISES CHINOISES LIÉES AU TRAVAIL FORCÉ DES OUIGHOURS - 14 /01/25

- Les États-Unis ajoutent 37 entreprises chinoises à leur liste noire en raison de liens présumés avec le travail forcé des Ouïghours, notamment dans les secteurs du textile, de l'exploitation minière et de l'énergie solaire.
- L'interdiction vise à empêcher l'importation de biens fabriqués avec du travail forcé, conformément à la loi UFLPA.

[Lien vers l'article.](#)



UN PORT CHINOIS INTERDIT LES PÉTROLIERS SANCTIONNÉS - 08/01/2025

- Le Shandong Port Group interdit l'accès à ses ports aux pétroliers inscrits sur la liste SDN de l'OFAC, notamment à Qingdao et Yantai. Cette mesure vise à éviter les services aux navires sanctionnés par les États-Unis. Le gouvernement chinois dément cette situation, réaffirmant son opposition aux sanctions américaines.

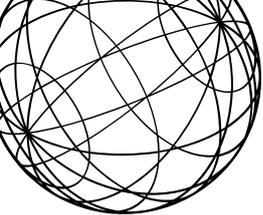
[Lien vers la conférence de presse du porte-parole du ministère des Affaires étrangères Guo Jiakun.](#)



AJOUT D'ENTREPRISES CHINOISES À LA LISTE D'ENTREPRISES MILITAIRES CHINOISES OPÉRANT AUX ÉTATS-UNIS - 07/01/25

- Le Département de la Défense des États-Unis ajoute de nouvelles entreprises chinoises à sa "liste noire", dont Tencent, CATL et COSCO Shipping, accusées de liens avec l'armée chinoise.
- Cette liste, mise à jour régulièrement, compte désormais 134 entreprises.
- D'ici juin 2026, ces sociétés seront interdites de toute transaction avec le gouvernement américain.

[Avis de disponibilité de la désignation des entreprises militaires chinoises](#)
[Article presse DOD](#)



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LES ÉTATS-UNIS DÉSIGNENT DES CARTELS ET ORGANISATIONS TRANSNATIONALES COMME TERRORISTES - 20/01/2025

- Le président des États-Unis a signé un décret visant à désigner des cartels internationaux et autres organisations criminelles comme des "Organisations Terroristes Étrangères" et des "Terroristes Mondiaux Spécialement Désignés".
- Cette mesure vise à éliminer leur présence et leurs menaces à la sécurité nationale, notamment via le trafic de drogue et la violence en Amérique latine et aux États-Unis.

[Lien vers l'Executive Order.](#)



AUGMENTATION ANNUELLE DES SANCTIONS CIVILES MAXIMALES -19/01/25

- L'OFAC, l'État, le commerce et le ministère de l'énergie ont ajusté les sanctions civiles maximales conformément à la loi sur l'ajustement des pénalités pour l'inflation.
- L'OFAC a publié une règle finale le 15 janvier 2025, appliquant ces ajustements aux pénalités évaluées après le 12 janvier 2024.

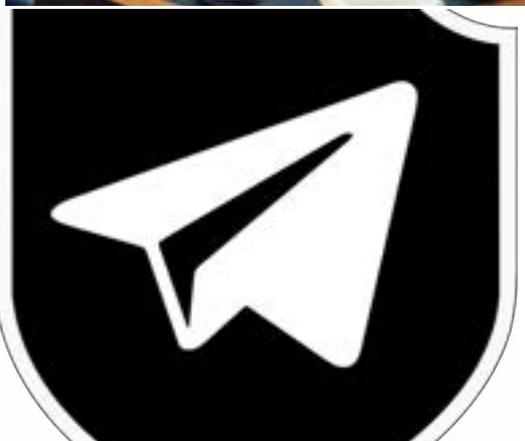
[Lien vers le "Federal Register" avec les ajustements.](#)



UN COURTIER IMMOBILIER DE MIAMI PLAIDE COUPABLE DE VIOLATIONS DES SANCTIONS RUSSES ET DE BLANCHIMENT D'ARGENT- 16/01/2025

- Roman Sinyavsky, un courtier immobilier basé à Miami, a plaidé coupable d'avoir violé les sanctions américaines contre la Russie en entretenant des propriétés de deux oligarques russes sanctionnés, Viktor Perevalov et Valeri Abramov.
- Il a également été reconnu coupable de blanchiment d'argent en gérant les ventes et locations de ces propriétés.

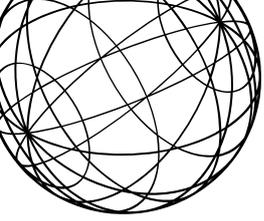
[Lien vers le site de l'US department of justice.](#)



LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN DÉSIGNE LE GROUPE TERRORGRAM ET SES LEADERS COMME TERRORISTES MONDIAUX- 13/01/2025

- Terrorgram est un groupe qui opère sur Telegram incitation à la violence. Le groupe, impliqué dans des attaques terroristes transnationales, promeut le suprématisme blanc et fournit des ressources pour attaquer des infrastructures et des responsables gouvernementaux.

[Lien vers l'article du Département d'État Américain.](#)



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS LIEES A LA CISJORDANIE LEVEE PAR LES US MAIS MAINTENUES PAR L'UK - 24/01/2025

- Le 20 janvier 2025, le président américain a signé un décret exécutif abrogeant les sanctions imposées par l'E.O. 14115 sur les personnes menaçant la paix en Cisjordanie.
- L'OFAC a supprimé les désignations et a débloqué les biens des personnes concernées, marquant un tournant dans la politique américaine envers la région.

[Lien vers l'article de l'OFAC.](#)



HAMAS ET JIHAD ISLAMIQUE PALESTINIEN : LE CONSEIL PROROGUE D'UN AN LES MESURES RESTRICTIVES - 13/01/2025

- Le 19 janvier 2024 le Conseil de l'Union Européenne a déployé des mesures restrictives envers les "personnes responsables de soutenir, de faciliter ou de permettre des actions violentes du Hamas et du JIP" en adoptant la décision PESC 2024/385. Au total 12 personnes et 3 entités sont listées, ayant pour conséquence le gel d'avoire et l'interdiction d'entrer dans l'Union Européenne. Le Conseil a décidé d'étendre la durée de cette mesure jusqu'en janvier 2026 afin de maintenir sa volonté d'une paix globale pour les deux États et de soutenir les résolutions onusiennes.

[Lien vers l'article du Conseil de l'Union Européenne.](#)



ALLÈGEMENT PARTIEL DES SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE LA SYRIE - 06/01/25

- L'OFAC a émis une licence générale autorisant temporairement certaines transactions avec des institutions syriennes, tout en maintenant des restrictions strictes sur les entités sanctionnées, le gouvernement Assad, la Russie et l'Iran.
- Les allègements ciblent les secteurs énergétiques, les remises personnelles et les services publics, mais interdisent toute nouvelle activité d'investissement ou exportation d'articles sensibles. Cette mesure est limitée jusqu'en juillet 2025 et reste réversible à tout moment.

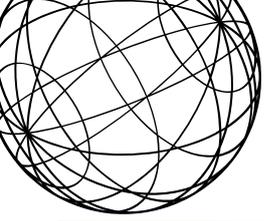
[Lien vers l'article du trésor américain.](#)



MISE À JOUR DU RÉGIME DE SANCTIONS DE L'ONU CONTRE LA LIBYE - 16/01/2025

- Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2769 (2025), ajustant les sanctions contre la Libye. Elle autorise certaines exceptions à l'embargo sur les armes, permet des investissements pour le peuple libyen, étend les sanctions à ceux soutenant des groupes armés ou des réseaux criminels, et prolonge le mandat du Panel des experts jusqu'en mai 2026.

[Lien vers le communiqué de presse.](#)



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS EN BOSNIE-HERZÉGOVINE - 17/01/25

- Sanctions contre le réseau de Dodik : Les États-Unis sanctionnent plusieurs proches et entreprises liées au président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, pour corruption et détournement de fonds publics.
- Les sanctions visent aussi des responsables impliqués dans l'organisation du RS Day, jugé anticonstitutionnel, et dans un projet de sécession menaçant la stabilité de la Bosnie-Herzégovine.
- Conséquences économiques et politiques : Gel des avoirs aux États-Unis, interdiction de transactions avec les entités sanctionnées et renforcement des mesures pour empêcher tout contournement des sanctions.

[Lien vers l'article de presse du trésor américain.](#)



Abdel Fattah al-Burhan en 2019

SANCTIONS CONTRE LE LEADER SOUDANAIS ET SON FOURNISSEUR D'ARMEMENTS -16/01/2025

- L'OFAC sanctionne Abdel Fattah Al-Burhan, chef des forces armées soudanaises, pour ses attaques létales contre des civils et son rôle dans la crise humanitaire au Soudan.
- En parallèle, Ahmad Abdalla et sa société Portex Trade Limited sont désignés pour leur implication dans l'approvisionnement en armements pour l'Armée soudanaise, contournant les sanctions internationales.
- Ces mesures visent à perturber les flux d'armements vers le pays tout en autorisant certaines transactions humanitaires pour éviter des impacts sur l'aide humanitaire.

[Lien vers l'article du département du trésor américain.](#)



NOUVELLES RESTRICTIONS POUR LE VENEZUELA ET AJOUT DE 15 PERSONNES À LA LISTE EN RAISON DE LA SITUATION POLITIQUE

- 10/01/2025

- Le Conseil de l'Union Européenne prolonge les sanctions contre le Venezuela jusqu'en janvier 2026. Cette décision a été prise aux vues des actions actuelles affaiblissant l'Etat de droit et la démocratie dans le pays. Ainsi, les restrictions de voyage et financière sont appliquées de nouveau et la liste des personnes restreintes est désormais de 69.

[Lien vers l'article du Conseil de l'Union Européenne.](#)



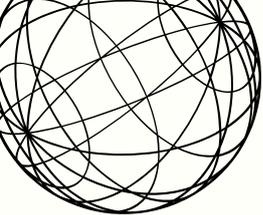
SANCTIONS COORDONNÉES CONTRE LE RÉGIME VÉNEZUÉLIEN

- 10/01/25

- Le Royaume-Uni, les États-Unis, l'UE et le Canada imposent des sanctions ciblées contre des responsables du régime de Nicolás Maduro, visant juges, responsables militaires et économiques.
- Les mesures incluent gels d'avoirs et interdictions de voyager. L'UE prolonge ses sanctions jusqu'en 2026, tandis que les détails des mesures canadiennes restent attendus.

[Lien vers l'article du trésor américain.](#)

[Lien vers l'article du Conseil de l'Union Européenne.](#)



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Vue d'ensemble des sanctions internationales contre la Russie

En cliquant sur les numéros de règlements, vous êtes automatiquement redirigés vers ces derniers. [🔗](#)

Sanctions des Nations Unies

- **Aucune sanction de l'ONU contre la Russie** : La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'un droit de veto sur les sanctions de l'ONU.

Sanctions de l'Union Européenne

- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées imposées suite à l'annexion de la Crimée et à la non-application des accords de Minsk.
- **Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022** : Élargissement des sanctions et interdictions d'import/export sur une gamme de biens. [25 juin 2024](#) : timeline des sanctions adoptées depuis l'invasion.
- **Réglementations actuelles de l'UE** :
 - a. [\(UE\) N° 833/2014](#) - Sanctions sectorielles.
 - b. [\(UE\) N° 269/2014](#) - Sanctions ciblées.
 - c. [\(UE\) N° 692/2014](#) - Sanctions Crimée & Sébastopol.
 - d. [\(UE\) N° 821/2021](#) - Refonte du règlement européen pour les biens à double usage.
 - e. [\(UE\) 2022/263](#) - Sanctions sur d'autres territoires ukrainiens spécifiés.

Sanctions du Royaume-Uni

Régulations 2024 (Sanctions) (EU Exit) : Gel d'avoirs, interdictions de voyage, et sanctions sectorielles.

Cibles : Individus et entités impliqués dans la déstabilisation de l'Ukraine ou soutenant le gouvernement russe.

Sanctions des États-Unis

- **Depuis 2012** : Interdictions de voyage contre des officiels russes (Magnitsky).
- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées élargies depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- **Régimes de sanctions OFAC** :
 - a. **Sanctions liées à l'Ukraine/Russie** : Plusieurs ordonnances exécutives imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.
 - b. **Sanctions pour activités étrangères nuisibles de la Russie** : Ciblant les individus et entités russes impliqués dans diverses activités malveillantes, y compris les secteurs de la technologie et de la défense.

Sanctions des autres pays

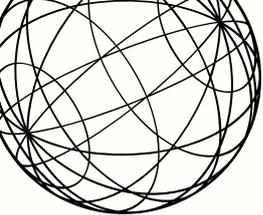
Pologne et République Tchèque : Ces pays ont mis en place des sanctions autonomes en plus des sanctions de l'UE contre la Russie. En avril 2022, la Pologne a adopté une loi sur les sanctions permettant de placer des entités russes sous administration obligatoire. En janvier 2023, la Tchèque a également adopté une loi sur les sanctions, imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage à des individus non désignés par l'UE.

Australie : L'Australie a imposé des sanctions autonomes en réponse à la menace russe envers la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, renforcées en 2015 et 2022. Ces sanctions incluent des restrictions à l'exportation et à l'importation, des limitations sur certaines activités commerciales, des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.

Canada : Les sanctions canadiennes, imposées en vertu de la Special Economic Measures Act, visent à répondre à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'aux violations graves des droits de l'homme en Russie. Ces sanctions comprennent des gels d'avoirs, des restrictions sur certains secteurs, des contrôles à l'exportation et à l'importation, et des restrictions liées aux services.



Inscrivez-vous à notre liste de diffusion pour recevoir l'écho des sanctions directement dans votre boîte mail en cliquant sur ce lien.



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Zoom sur les sanctions de l'Union Européenne

- **RUSSIE & BIÉLORUSSIE** [29 janvier 2025](#) : La Commission européenne propose des tarifs douaniers sur certains produits agricoles et fertilisants en provenance de Russie et de Biélorussie
- **TUNISIE** [27 janvier 2025](#) : L'UE a prolongé ses sanctions contre la Tunisie d'un an, jusqu'au 31 janvier 2026.
- **IRAN** [18 novembre 2024](#) : L'UE élargit le champ d'application du régime de sanctions envers l'IRAN relatif aux missiles et aux drones
- **IDE** [17 octobre 2024](#) : La Commission publie un rapport sur l'examen des investissements étrangers directs, ciblant l'évasion des sanctions.

- 14 octobre 2024 :

IRAN [Prolongation jusqu'en octobre 2025 des sanctions contre 25 personnes et 3 entités liées aux armes chimiques.](#)

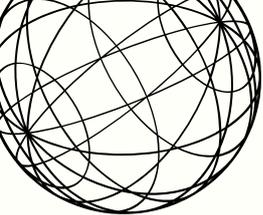
RUSSIE [Imposition de sanctions à l'Iran pour le transfert de missiles et drones à la Russie.](#)

MOLDAVIE [Sanctions contre 5 personnes et une entité menaçant la souveraineté et l'indépendance de la Moldavie.](#)

- **RUSSIE** [8 octobre 2024](#) : Adoption d'un régime de sanctions en réponse aux activités hybrides et déstabilisatrices de la Russie.
- **MYANMAR** [29 octobre 2024](#) : Nouvelles sanctions contre le Myanmar, visant à lutter contre les escroqueries menaçant la stabilité et les droits humains.

Orientations générales du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen

- [La carte des sanctions de l'union européenne](#)
- [Lignes directrices du Conseil européen en matière de sanctions](#)
- [Mesures restrictives de l'Union européenne au regard de l'invasion de l'Ukraine par la Russie](#)
- [Bonnes pratiques de l'UE pour une mise en œuvre efficace des mesures restrictives](#)
- [FAQ consolidé \(11 décembre 2024\) de la commission européenne sur l'application des réglementations \(EU\) 833/2014 et 269/2014 \(EN\)](#)
- [Commission européenne "Questions fréquemment posées : mesures restrictives, dernière mise à jour 2022](#)
- [Devoir de diligence des entreprises de l'UE face au risque de travail forcé dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement](#)



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

Régimes de sanctions concernant les armes chimiques

L'Union Européenne :

- L'UE a adopté le [règlement \(UE\) 2018/1542](#) du Conseil et la [décision \(PESC\) 2018/1544](#) du Conseil en octobre 2018 pour établir un nouveau régime de sanctions visant à lutter contre l'utilisation et la prolifération des armes chimiques. Suivi d'une [Décision \(PESC\) 2023/1344](#) du Conseil du 26 juin 2023 à l'appui du renforcement de l'efficacité opérationnelle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).
- Le 14 octobre 2024, l'UE a prolongé ses sanctions contre les armes chimiques pour un an, ciblant un total de 25 individus et 3 entités. Ces mesures sont mises en œuvre via le [Conseil de Régulation de l'UE 2022/1936](#), qui modifie l'Annexe I du Régime de Sanctions de l'UE 2018/1542.

Le Royaume-Uni :

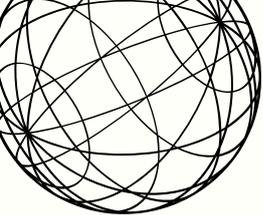
- Le [Règlement sur les Armes Chimiques \(Sanctions\) \(Sortie de l'UE\) de 2019](#) est entré pleinement en vigueur le 31 décembre 2020.

Ce régime vise à décourager la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques et encourage la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes chimiques.

Les sanctions incluent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour les personnes et entités responsables de, ou fournissant un soutien financier, technique ou matériel à, des activités liées aux armes chimiques. Cela comprend la fabrication, l'acquisition, la possession, le développement, le transport, le stockage ou le transfert d'armes chimiques, leur utilisation, ou la participation à des préparatifs pour leur utilisation.

Contrôle des exportations

1. [Export Control & Export permits in Canada](#)
2. [Export Control Order 2008 : Réglemente l'exportation de biens militaires et à double usage depuis le Royaume-Uni.](#)
3. [Exporter des marchandises du Royaume-Uni : le guide étape par étape](#)
4. [Swiss Export Control Overview](#)
5. [Règlement \(UE\) 2021/821](#) : Réglementation de l'Union européenne relative au contrôle des exportations de biens à double usage.
6. [Directive "Dual-Use" de l'UE](#) : Réglemente les exportations de biens à double usage au sein de l'Union européenne.
7. [International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle l'exportation de matériel de défense et de services connexes.
8. [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle les exportations de biens et technologies à double usage (civil et militaire).
9. [Commerce Control List](#) : Les produits américains contrôlés au titre des Export Administration Regulations (EAR) sont listés dans la Commerce Control List (CCL).
10. [Fiche du SGDSN sur les règlements à l'export des États-Unis.](#)
11. [The Foreign Trade and Payments Act \(Außenwirtschaftsgesetz - AWG\)](#) & le [Foreign Trade and Payments Ordinance \(Außenwirtschaftsverordnung - AWW\)](#) : Réglementent le commerce extérieur, y compris les exportations de biens militaires et à double usage, depuis l'Allemagne.
12. [Arrangement de Wassenaar](#) : Régime multilatéral qui promeut la transparence et la responsabilité dans le transfert d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.
13. [Groupe d'Australie](#) : Initiative multilatérale qui vise à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques en contrôlant l'exportation de substances et technologies associées.
14. [Missile Technology Control Regime \(MTCR\)](#) : Partenariat international qui vise à prévenir la prolifération de systèmes de missiles capables de livrer des armes de destruction massive.
15. [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#) : Accord international qui réglemente le commerce international des armes classiques.
16. [A Resource Guide to the U.S. Foreign Corrupt Practices Act](#) : Loi américaine sur la prévention de la corruption dans les activités commerciales internationales.



FEVRIER 2025

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

La lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

- [Les 40 Recommandations du GAFI.](#)
- [Guidance on Correspondent Banking du GAFI.](#)
- [Guide méthodologique de l'ACPR sur le processus LCB FT.](#)
- [Directive sur les services de paiement \(DSP2\) dans l'UE.](#)
- [6^{ème} directive contre le blanchiment d'argent, Directive \(UE\) 2024/1640.](#)
- [Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme.](#)
- [Lignes Directrices du GAFI sur l'Évaluation des Risques de Financement de la Prolifération.](#)
- [Les lignes directrices conjointes.](#)
- [L'État de la menace LCB - FT. Rapport de Tracfin 2023.](#)
- [AFA : Evaluation des tiers au regard des risques de corruption.](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/1148 du Parlement européen \(commercialisation de précurseurs d'explosifs\)](#)
- [Lignes directrices conjointes de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs.](#)

Evasion fiscale

- [Consultation publique afin d'évaluer la directive \(UE\) 2016/1164 telle que modifiée par la directive \(UE\) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 relative à la lutte contre l'évasion fiscale \(ci-après la « directive ATAD »\).](#)
- [FATCA](#)
- [Directive \(UE\) 2018/822 du Conseil \(DAC6\).](#)
- [Liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.](#)

Crypto-actifs

- [Règlement MiCA \(UE\) 2023/1114 sur les marchés de crypto-actif \(applicable à partir du 30 décembre 2024\).](#)

Personnes Politiquement Exposées

- [Facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption du GAFI.](#)
- [Convention des Nations Unies Contre La Corruption.](#)
- [ACPR : publication sur les PEP.](#)
- [Mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.](#)

OUTILS COMPLÉMENTAIRES

- [Liste SDN de l'OFAC.](#)
- [Trouver des cibles de sanctions et des personnes d'intérêt avec OpenSanctions.](#)
- [Registre national des gels de la DGT.](#)
- [Page sur les sanctions économiques internationales de la DGT.](#)
- [Carte interactive des mesures de restrictions commerciales des douanes.](#)
- [Carte interactive pour suivre en direct la situation des conflits dans le monde.](#)
- [Tutoriel vidéo de l'OFAC sur l'Utilisation de l'outil de recherche des listes de sanctions.](#)
- [Une base de données détaillée sur les conflits et les manifestations de violence politique dans le monde - Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\).](#)
- [Targeted human rights and anti-corruption sanctions resources de l'ONG Human Rights First.](#)



COLINE FORTUNA [in](#) & **ADRIEN TOUZET** [in](#)

Rédacteurs de cette veille pour le **Club Droit de l'AEGE**.

Étudiants à l'École de Guerre Économique en MBA SIJ (Stratégie et Intelligence Juridique) & MBA RSIC (Risques Sureté Internationale et Cybersécurité).